



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de

l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@fnlp.fr - <https://www.fnlp.fr>

Le 5 septembre 2023

MACRON/ ATTAL EN GUERRE CONTRE L'ECOLE PUBLIQUE LAÏQUE ET LA JEUNESSE

Les **membres du gouvernement** ne ratent pas une occasion pour se répandre en déclarations contre l'École de la République, l'École publique laïque.

Citons quelques exemples :

- Pour le gouvernement, « *l'Education Nationale est un naufrage* » ;
- Macron parle de « *chaos et d'injustice* » ;
- **Elisabeth Borne** a déclaré lors de la réunion de rentrée des patrons : « *depuis 2017, je pense que c'est nouveau, nous menons une politique pro-business...* ». Elle a été chaleureusement applaudie par les patrons réunis à Longchamp ;
- La **Cour des Comptes** préconise de « *réduire l'Education Nationale à un rôle de régulateur pour davantage de compétences et d'autonomie* » ;

Quelle est la situation ?

Pendant les émeutes qui ont suivi l'exécution du **jeune Nahel**, un sociologue a révélé que « *plus d'un million de jeunes ne travaillaient pas, n'étaient pas étudiants, ni apprentis, ni stagiaires, mais réduits dans les banlieues dans tout le pays à une situation de parias sans avenir* ».

Comment en est-on arrivé là ?

Ce sont les conséquences des politiques de dérèglementation, de **territorialisation de l'École** et de la crise économique/ récession que connaît le pays. Le but est clairement affiché : désétatiser l'École et la rendre autonome. En finir avec l'**École publique laïque nationale**, la même pour tous sur tout le territoire.

Cela va de pair avec les suppressions de postes imposées par **Macron** lors des 1er et 2nd quinquennats : **7 490 postes d'enseignants du 2nd degré supprimés** dans le **premier quinquennat de Macron**. A peine nommé, le nouveau ministre **Attal** a confirmé la suppression de 2 000 postes pour 2023-2024.

Le but, ce n'est pas d'instruire la jeunesse, de la former et de délivrer des diplômes nationaux sanctifiant des qualifications reconnues dans les conventions collectives. Aujourd'hui, il s'agit d'encadrer la jeunesse

dès le plus jeune âge et de la soumettre aux impératifs du patronat.

Ce dont le **patronat** a besoin, c'est d'une main-d'œuvre mobile, déqualifiée, sous-payée. Et pour cela, plus besoin d'un service public d'Etat. La production capitaliste actuelle n'a pas besoin de centaines de millions de diplômés. Pour faire fonctionner les institutions et l'Etat, ils peuvent trouver par milliers du personnel dans les instituts et les écoles privées.

LE PATRONAT OBTIENT TOUJOURS PLUS !

- "Découverte des métiers" dès la classe de 5^{ème} ;
- Bureau des entreprises dans les lycées (une nouveauté !) ;
- Instauration de l'apprentissage en LEP ;
- Transformation des LEP en CFA sous le contrôle du patronat ;
- Développement de l'apprentissage (de 16 à 28 ans), aide financière pour les employeurs qui embauchent des apprentis, financement important des Régions ;
- L'objectif du gouvernement : 1 million d'apprentis. Ce qui vise à vider les LEP de leurs élèves ;
- Versement de 6000 euros couvrant 100% du salaire d'un apprenti mineur ;
- Doublement de la durée du stage en entreprises pour fournir une main-d'œuvre gratuite au patronat.

PARCOURSUP, UNE FORMIDABLE MACHINE A SELECTIONNER, PARCOURSUP, LE FOSSOYEUR DU BACCALAUREAT

Parcoursup empêche des milliers de lycéens "*bacheliers*" d'accéder aux études supérieures et de s'inscrire dans la filière de leur choix. Jugez vous-mêmes :

De 2018 à 2022, avec *Parcoursup*, **256.426 candidats** n'ont reçu aucune proposition d'admission dans l'enseignement supérieur. En 2022, **125.424 candidats sur 936.000** n'ont reçu aucune proposition. (Les chiffres définitifs de 2023 ne sont pas encore connus.

Quelle "*solution*" pour un jeune ?

Abandonner les études après son année de terminale ou inscription dans des instituts privés avec des frais très élevés que la majorité des étudiants et leurs parents ne peuvent payer ? Devenir apprenti... à 18 ans ? Chercher un emploi ? Emploi qui est bien souvent précaire, bref un petit boulot ou un service civique à 500 euros par mois, ou un engagement dans l'armée ou la gendarmerie (ce à quoi le **SNU** doit conduire) ?

Tout cela va de pair avec les **mesures Macron/ Attal** qui veulent mettre l'Ecole au pas :

- Autonomie, privatisations ;
- Modification du rôle des directeurs d'école avec un décret. La **loi Rilhac** transforme le directeur d'école en chef d'établissement (fonctionnaire d'autorité) supérieur hiérarchique de ses collègues et représentant direct du ministre.

Les mobilisations des enseignants démontrent que les contre-réformes ne passent pas, même sous forme d'une "*expérimentation*", comme à Marseille.

Maintien des formations, de tous les postes et des lycées professionnels ; abandon de *Parcoursup*, défense du Bac national, anonyme ; défense du statut national des personnels, etc.,

Ce sont des revendications que la Libre Pensée ne peut que soutenir !